

Le silence de l'islam français

Shmuel Trigano *Actualité Juive du 10 mai 2012*

L'échec patent et immense de la manifestation des musulmans modérés que le courageux imam Chalghoumi a tenté de réunir marque un tournant et appelle à des conclusions sévères. Elle visait notamment à marquer la désapprobation de(s) musulmans français vis à vis de la violence fondamentaliste en général mais aussi et surtout de l'antisémitisme qui fait rage dans l'opinion musulmane mondiale et qui venait de faire des morts, en France, de la main d'un natif du pays et au nom de l'islam : un acte d'une gravité extrême qui signe le déchirement du lien de la citoyenneté car on ne peut plus avancer (pour « excuser » ? « désamorcer » ?) l'explication de « l'importation du conflit du Moyen Orient ». Cet antisémitisme violent est bien objectivement français.

Il y a bien eu des condamnations de personnalités musulmanes officielles sur le perron de l'Élysée après les assassinats de l'École juive de Toulouse mais force est de constater qu'on ne les a pas entendues appeler à rejoindre en masse la manifestation ratée, et qu'on ne les y a pas vues. Si je me souviens bien, le recteur de la Mosquée de Paris n'a même pas eu à ouvrir la bouche sur ces sujets : c'est le grand Rabbin Bernheim qui, en sa présence et sur le perron de l'Élysée, devant toutes les télévisions a appelé à « ne pas faire d'amalgame ». Était-ce à lui de le faire ? C'est aux musulmans seuls à se mesurer à cette violence qui a surgi au sein d'eux-mêmes et de leur religion pour démontrer leurs intentions pacifiques. Il n'est pas clair à qui le grand Rabbin s'adressait. Aux Juifs qu'il représente, sur le plan du Consistoire ? Cela laissait-il entendre (fâcheusement) qu'ils pouvaient exercer des « représailles » alors qu'il n'y a jamais eu aucun acte de violence juive à l'encontre des musulmans, bien au contraire ? Si c'est au grand public, c'était le rôle du président de la République.

Nous attendons toujours une parole de l'islam français officiel condamnant clairement l'antijudaïsme théologique et l'antisémitisme politique. Aucune ventriloquie ne peut y satisfaire. Le mythe d'un « islam modéré » de masse, à la crédibilité duquel les représentants juifs n'ont cessé de contribuer, est désormais éventé. Qu'ont-ils reçu en contrepartie ? Le renvoi d'ascenseur fut très timide et ne concerna que quelques personnalités. Quand des intellectuels musulmans avaient publié une tribune, il y a une dizaine d'années, pour condamner les actes antisémites, ils avaient senti le besoin de se livrer à une violente diatribe anti-israélienne, comme s'ils avaient dû « équilibrer » leur propos en « faveur » des Juifs et alors que les mythes arabes sur ce qui se passe au Moyen Orient font office de « justificatifs » de la violence commises par des Français musulmans envers des Français juifs qui sont leurs concitoyens. C'est aux cris de « Gaza » que des Juifs sont agressés aujourd'hui dans la rue.

Il y a un moment où il faut dire les choses telles qu'elles sont. Une violence d'origine musulmane contre les Juifs s'est installée dans ce pays. Depuis 12 ans, des centaines d'agressions dont la liste est consultable ont été commises. Après le massacre de Toulouse, les organes de veille de la communauté juive constatent une recrudescence d'agressions violentes commises aux cris de célébration de l'assassin. Jusqu'à quand ?

On ne peut ni ne doit accepter la banalisation de cet état de fait. La violence n'est pas le fait de tous les musulmans mais de certains milieux parmi eux, certes, mais cela ne dispense pas la communauté musulmane officielle de s'en désolidariser officiellement et formellement et surtout de récuser explicitement toute justification religieuse de la haine. Elle aura fort à faire car ce sont des autorités de l'islam officiel, parlant depuis le Moyen Orient et l'AFN, qui appellent à « tuer les Juifs » (cf. l'appel, sur la place Tahrir, de l'imam Qaradawi, président

du Conseil de la fatwa pour les musulmans *européens* et qui était, fait gravissime, l'invité d'honneur de l'UOIF à son congrès). Une telle déclaration constituerait le meilleur rempart contre l'islamophobie. Le combat antiraciste contre sa progression, qui est aussi un fait, ne peut servir d'écran à l'antisémitisme. Il y a là un test qui vérifie l'assomption ou non par les autorités de l'islam du contrat de la citoyenneté.

On ne peut accepter l'idée qu'une guerre civile, larvée et erratique, s'installe dans le quotidien, que les Juifs, par « abnégation » civique, supporteraient dans le silence, dans le désintérêt de l'autorité publique. A moins qu'ils ne quittent les lieux.

Article paru dans Actualité Juive du 10 mai 2012.